



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Tramway - Ligne 5 - Déclaration de projet - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5ème ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5ème ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11192 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de la Ligne 5 sur le tronçon Lavérune/Clapiers, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des Communes concernées, et à solliciter de Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

Par décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5ème ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4 et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme s'est tenue du 10 avril 2013 au 13 mai 2013.

La Commission d'enquête a remis à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, son rapport et ses conclusions le 28 juin 2013.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, la Métropole a pris acte des conclusions et des recommandations de la Commission d'enquête, a approuvé le projet modifié au vu de l'enquête publique, déclaré l'intérêt général du projet de réalisation de construction du tronçon Lavérune/Clapiers de la cinquième ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4 et sollicité de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées.

Par arrêté n°2013 – I- 1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la cinquième ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, la Métropole a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la déclaration d'utilité publique (DUP) initiale. La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n°2018. I.638 du 13 juin 2018.

Le tracé modifié emprunte la rue des Chasseurs depuis l'EAI, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, la rue XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle jusqu'au rond-point Paul Fajon, soit un tracé long de 3,7 km comprenant 6 stations intermédiaires, selon le plan ci-joint en annexe.

Le reste du tracé de la ligne 5 demeure celui déclaré d'utilité publique le 28 août 2013.

Par délibération n°M2019-559 du 18 novembre 2019, la Métropole a approuvé le dossier d'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé et sur la mise en compatibilité du plan d'urbanisme de la commune de Montpellier.

Par délibération n°V2019-476 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable au dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique modificative de la ligne 5 de tramway et au dossier de mise en compatibilité du PLU.

Une étude d'impact a été réalisée pour cette opération et soumise à l'avis de l'autorité environnementale, rendu le 28 août 2020 et inséré dans l'entier dossier d'enquête publique.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique modificative de la partie du tracé de la ligne 5 allant du rond-point Paul Fajon à la rue des Chasseurs, jusqu'à l'entrée dans l'EAI, et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, s'est tenue du 29 décembre 2020 au 28 janvier 2021.

Le Commissaire enquêteur a remis à Monsieur le Préfet de l'Hérault son rapport et ses conclusions le 23 avril 2021.

En conclusion de son rapport relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative, le Commissaire enquêteur donne un **avis favorable sans réserve**.

Dans son avis concernant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, le Commissaire enquêteur donne un **avis favorable sans réserve** à la mise en compatibilité du PLU de Montpellier avec le projet de tracé modifié.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des conclusions du Commissaire enquêteur ;
- D'approuver le projet de tracé modificatif au vu de l'enquête publique, dans les conditions ci-dessus décrites ;
- De déclarer l'intérêt général de ce projet de modification de construction du tronçon entre le rond-point Paul Fajon et la rue des Chasseurs (jusqu'à l'entrée dans l'EAI) de la 5^{ème} ligne de tramway, au vu des motifs et des considérations ci-dessus exposés en application de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, en considérant que les atteintes à la propriété et au site, le coût financier et les autres inconvénients et nuisances qu'il comporte ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt qu'il présente conformément notamment aux objectifs du PDU et aux orientations du SCoT, et au vu de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale, conformément à l'article L.11-1-1 du Code de l'expropriation, cette déclaration valant Déclaration de Projet ;
- De s'engager sur la mise en œuvre des mesures et des modalités de suivi ;
- De poursuivre les études d'avant-projet, projet et exécution nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la Ville de Montpellier, et pour les biens situés dans des copropriétés, le retrait des emprises expropriées de la propriété initiale en application de l'article L.11-5-1 du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160849-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexes déclaration de projet.docx
- plan.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.